

Nombre de membres**27****Nombre de présents****12****Pouvoirs :****8****Nombre d'absents****15****Nombre de votants****20****Quorum****14**

CENTRE de GESTION de la

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

d'EURE-ET-LOIR

Séance du 27 juin 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le 27 juin 2025 à 14h30, le Conseil d'Administration du Centre de gestion de la fonction publique territoriale d'Eure-et-Loir dûment convoqué le 18 juin 2025 s'est réuni sous la présidence de Monsieur Bertrand MASSOT.

Etaient présents :

- Martine BOUILLARD, Adjointe au Maire du COUDRAY,
- Marie-Claude BENOIT-MOUSSEAU, Adjointe au Maire de NOGENT-LE-ROTROU,
- Michel CHARPENTIER, Maire de FONTENAY-SUR-EURE,
- Alain CONTREPOIS, Conseiller municipal de CHARTRES,
- Benoît DELATOUCHE, Maire de BARJOUVILLE,
- Jean-Luc DUCERF, Maire d'AUNEAU-BLEURY-SAINT-SYMPHORIEN,
- Philippe GALIOTTO, Maire de COLTAINVILLE,
- Jacky GAULLIER, Maire de SAINT-GEORGES-SUR-EURE,
- Bertrand MASSOT, Maire de LUISANT,
- Benoit PELLEGRIIN, Président de la COMMUNAUTE DE COMMUNES CŒUR DE BEAUCE,
- Jean-Louis RAFFIN, Maire de CHATEAUNEUF-EN-THYMERAIS,
- Max VAN DER STICHELE, Maire de VER-LES-CHARTRES,

Pouvoirs :

- François BELHOMME, Maire d'EPERNON, a donné pouvoir à Bertrand MASSOT,
- Hélène DENIEAULT, Maire de CHALLET a donné pouvoir à Philippe GALIOTTO,
- Bernard GOBIN, Vice-Président de la COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BONNEVALAIS, a donné pouvoir à Michel CHARPENTIER,
- Sylvie HONNEUR-BÜCHER, Conseillère départementale d'Eure-et-Loir, a donné pouvoir à Marie-Claude BENOIT-MOUSSEAU,
- Patrick LAFAVE, Conseiller de la COMMUNAUTE DE COMMUNES DES FORETS DU PERCHE, a donné pouvoir à Benoit PELLEGRIIN,
- Corinne LE ROUX, Maire de BOUTIGNY PROUAIS a donné pouvoir à Jean-Luc DUCERF,
- Martine MOKHTAR, Administratrice du CCAS de CHARTRES, a donné pouvoir à Alain CONTREPOIS,
- Damien STEPHO, Maire de VERNOUILLET, a donné pouvoir à Jean-Louis RAFFIN,

Absents excusés :

- Marie-Pierre DAVID, Adjointe au Maire de LÈVES,
- Evelyne LEFEBVRE, Conseillère départementale d'Eure-et-Loir,
- Olivier MARCADON, Maire adjoint de LUCÉ,

Absents :

- John BILLARD, Maire du FAVRIL,
- Ghislain CHOUCAYB, Conseillère municipale de CHATEAUDUN,
- Lydie GUERIN, Administratrice de la CAISSE DES ECOLES DE DREUX,
- Caroline VABRE, Adjointe au Maire de DREUX,

- Laurent ARCHENAULT, Payeur départemental

Secrétaire de séance :

- Martine BOUILLARD, Adjointe au Maire du COUDRAY,

Assistaient également :

- Gabrielle BARRETT-JACQUET, Directrice générale,
- Oriana CAUQUIS, Directrice générale adjointe,

Délibération n° 2025 – D – 29

Conseil d'administration

Séance du 27 juin 2025

Objet : Approbation du rapport d'activités 2024

Exposé de Bertrand MASSOT, Président,

Conformément à l'article 27 du décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion, le Conseil d'administration du Centre de gestion approuve le rapport d'activités des services du centre de gestion préparer par le Président.

Le Président présente le rapport d'activités 2024 du Centre de gestion tel qu'il est joint en annexe.

Il est demandé au Conseil d'administration d'approuver le rapport d'activités 2024 du centre de gestion.

Vu l'avis des membres du Bureau réunis en date du 12 juin 2025,

Les membres du Conseil d'administration décident, à l'unanimité :

- d'approuver le rapport d'activités 2024 du centre de gestion tel qu'il est présenté annexe.

Le Président,

Bertrand MASSOT



- 1 JUIL. 2025

Certifié exécutoire compte tenu
De la transmission en préfecture le :
De la publication le :

Par délégation,
La Directrice Générale
Gabrielle BARRETT-JACQUET

Envoyé en préfecture le 01/07/2025

Reçu en préfecture le 01/07/2025

Publié le

ID : 028-282800374-20250627-2025_D_29-DE



RAPPORT D'ACTIVITÉS

20
24

CDG₂₈
Centre de gestion de la fonction publique territoriale
EURE-ET-LOIR

LE MOT DU PRÉSIDENT

L'année 2024 a enregistré une étape importante pour le centre de gestion d'Eure-et-Loir, placée sous le signe de la communication renouvelée et renforcée avec les collectivités territoriales, les agents et l'ensemble de nos partenaires.

Nos principales réalisations en témoignent : la mise en ligne de notre nouveau site internet, plus clair, plus fonctionnel, il constitue désormais un véritable portail d'information et de services. Il facilite l'accès à l'actualité statutaire, aux ressources documentaires, et permet une meilleure visibilité de l'ensemble de notre offre. C'est un outil stratégique pour renforcer le lien entre le CDG28 et les collectivités du territoire.

Dans cette optique de faciliter la communication, la dématérialisation des instances partielles a été l'un des projets phares de l'année. En instantanant cette initiative, nous avons simplifié les échanges, optimisé la gestion des dossier et amélioré la réactivité dans le traitement des demandes.

Cette volonté de mieux communiquer s'est traduite aussi par le développement d'un nouveau service d'accompagnement en communication, pour aider les collectivités à valoriser leurs actions et à mieux faire connaître leurs administrateurs et leurs agents. Animées par notre agent dédié, j'espère que cette prestation suscitera un réel intérêt auprès des collectivités.

Toujours dans cette logique d'échanges et de proximité, le lancement du réseau départemental des secrétaires généraux de mairie a permis de fédérer plus d'une centaine de participants autour de problématiques partagées. Ces rencontres favorisent la circulation de l'information et les retours d'expérience, essentiels pour faire face aux enjeux du territoire.

Enfin, notre Journée portes ouvertes, organisée au printemps, a permis de présenter concrètement nos missions, nos locaux et nos équipes. Elle a renforcé la transparence de notre action et notre ancrage territorial.

En parallèle, nous avons modernisé nos outils internes et posé

les bases de nos projets 2025 : désignation d'un Délégué à la

Protection sociale (DPS), accompagnement à la protection

sociale complémentaire, développement de l'Institut territorial,

nouvelles prestations en ergonomie et en communication, proposition

de multiples webinaires thématiques...

Nous avons également renforcé notre équipe pour accompagner ces évolutions, avec le recrutement d'un chargé de mission dédié au déploiement des contrats groupe d'assurance statutaire et de protection sociale complémentaire, ainsi que d'un ergonome venu en appui du service de médecine préventive, afin de mieux répondre aux enjeux de santé au travail.

2025 devra consolider notre rôle d'acteur ressource, mais aussi de vecteur d'information, de dialogue et d'accompagnement. Car bien communiquer, c'est mieux comprendre, mieux aider, et mieux servir les collectivités et leurs agents.

Sansoublier les coopérations régionales avec les autres centres de gestion, dans une logique de mutualisation, que nous continuerez à encourager activement.

Je vous remercie pour votre confiance renouvelée, et vous invite à poursuivre ensemble cette dynamique collective.

Bertrand Marnet
Président du centre de gestion
de la fonction publique territoriale d'Eure-et-Loir

QUELQUES COTÉS DES EMPLOYEURS EURÉLIENS

UN BUREAU EXÉCUTIF...



Bertrand Massot
Président
1^{er} Vice-Président du conseil départemental d'Eure-et-Loir en charge de l'enfance, de la famille, de l'insertion, de l'emploi, de la politique de la ville et de la politique départementale de l'habitat
Maire de Luisey



Martine Blouillerd
1^{re} Vice-Présidente en charge de la santé et de l'action sociale
Adjointe au Maire du Coudehard



Jean-Luc Ducrif
2nd Vice-Président en charge de la gestion des carrières et des finances
Maire d'Auneau-Eury-Saint-Georges



Marie-Claude Banchet-Messiau
3rd Vice-Présidente
en charge de l'emploi et des entreprises préfectorales
Adjointe au Maire de Hogues-le-Rouet



Sylvie Horneur-Bucher
Administratrice déléguée
en charge de l'emploi
Conseil Départemental

LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2024

... DES SERVICES & DES AGENTS

38
AGENTS
TERRITORIAUX
DU RAPPORT À 2023

1
APPRENTIE

1
AGENT
TECHNIQUE
MIS À
DISPOSITION

2
NOMINATIONS
STAGIAIRE

22
VACATURES

FONCTIONNAIRE
PRIVE D'EMPLOI

4
départs
- 2 agents par voie de mutation
- 2 agents démissionnaires

6
arrivées
- Pôle médical : 1 agent titulaire et 2 agents contractuels
- Pôle santé au travail : 2 agents contractuels
- Pôle gestion des carrières : 1 agent titulaire

JANVIER

Lancement du nouveau site internet : cdg28.fr

FÉVRIER

Dématerrialisation des sabines des instances CAP, CCP, CST et FSSCT sur la plateforme AGIRME

MARS

Café Boostemploi collectivités territoriales à Luisey

JUIN

Formation d'agents en collectivités aux Premiers Secours en Santé Mentale (PSSM)

SEPTEMBRE

Nouvelle Direction :
Gabrielle BARRETT-JACQUET, DG,
Oriane CAUQUS, DGA

OCTOBRE

Lancement du réseau départemental des secrétaires générales de mairie
Congrès des Maires et des Présidents d'EPCI d'Eure-et-Loir à Dreux

Vague d'adhésion au service de médecine préventive : 150 nouveaux adhérents
Présentation en webinar de la réforme des secrétaires généraux de mairie

NOVEMBRE

Signature du contrat groupe d'assurance statutaire 2025 - 2028 CNP Assurances / Relays

Signature du nouveau schéma régional de coordination, de mutualisation et de spécialisation des centres de gestion de la région Centre-Val de Loire 2025 - 2027

Lancement de la prestation communication

PÔLE GESTION DES CARRIÈRES ET RETRAITES

PÔLE CONSEIL JURIDIQUE EN RESSOURCES HUMAINES

TEMPS FORTS 2024

- Mise en œuvre de réformes statutaires :
 - revitalisation fonctionnelle au 1^{er} janvier ;
 - revitalisation secrétaires généraux de mairie ;
 - réforme cadre d'emplois gardes champêtres territoriaux.
- Mise à jour de la base documentaire et publication de nouvelle page sur le site web
- Recensement annuel des effectifs des collectivités et des établissements publics affiliés en jeu
- Organisation d'ateliers Carrrière & Retraite en fin d'année (5 demi-journées)
- Démantélement des instances (CST, CAP, CCP) sur AGIRHNE à partir du 6 janvier 2024 nécessitant un accompagnement renforcé auprès des collectivités
- Réorganisation du pôle Carrrière & Retraite avec l'arrivée en mars de Sandrine Kong, nouvelle responsable du pôle
- Réorganisation du pôle Conseil juridique rattaché à la Direction à partir de septembre
- Organisation du lancement du réseau départemental des secrétaires généraux de mairie (enquête et réunion)

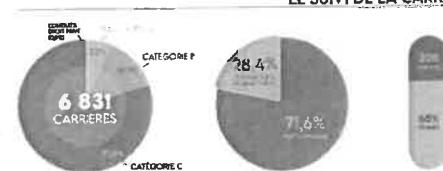
RENDEZ-VOUS AVEC LES ÉLUS



Si le nombre de rendez-vous est stable par rapport à 2023, les sollicitations restent à un niveau plus faible que 2021 (15 rendez-vous).

DROIT SYNDICAL (DAS)

- 84 682 décharges d'activités de services :
 - + 65 000 (+ 25% par rapport à 2023) ;
 - + 19 682 en retrait 2018-2023-3-2023.
- 2 500 heures de décharges syndicales (+ 35% par rapport à 2023).
- Depuis avril 2024, un agent est déchargé à 100% ce qui explique cette tendance à la hausse.



LE SUIVI DE LA CARRIÈRE

SAISIE DES ARRÊTÉS



14 807
ACTES SAISIS
+ 12,33%

Augmentation significative :

- boîtierisations indicatives (+ 41%), départs (+ 49%), nominations contractuelles (+ 17%)

Baisse importante : avancements d'échelon (- 56%) et avancement de grade (- 18%) libres, pour la première, au rattrapage des carrières et au vieillissement des agents, pour le second, à une maîtrise de la messa salariale.

CONSEIL STATUTAIRE



1 434
RÉPONSES
+ 11,6%

La réforme des secrétaires généraux de mairie, 120 questions sur ce thème, explique la progression de 12% du traitement des réponses. Le délai moyen diminue légèrement malgré une sollicitation croissante.



93
PARTICIPIANTS

2 ateliers Carrière : 57 participants
2 ateliers Retraite : 35 participants

PROMOTION INTERNE



101
DOSSIERS INSTRITS
19 Inscrits sur listes d'aptitudes

Le nombre de candidats reste stable alors que le nombre d'inscriptions sur listes d'aptitude diminue (- 13,6%) malgré l'assouplissement du calcul du nombre de possibilités.

Mise en œuvre de la promotion interne dérogatoire sans quota pour l'accès au grade de rédacteur pour les secrétaires généraux de Mairie (24 inscrits sur 25 agents proposés).

LE CONSEIL JURIDIQUE

682
RÉPONSES
+ 2,25% par rapport à 2023

11,37
JOURS
DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT
9,90 jours en 2023

13
NOUVELLES
FICHES THÉMATIQUES
ET MODÈLES D'ACTE
+ 85 mises à jour

- Légère augmentation des sollicitations avec un niveau de demande inférieur à la moyenne ;
- L'allongement du délai moyen de traitement est lié à plusieurs facteurs :
 - la réorganisation du pôle avec une intévention plus limitée de la responsable du service juridique devenue Directrice générale au 2nd semestre ;
 - la participation des agents à plusieurs projets : dématérialisation des instances, coordination régionale statutaire, journée portes ouvertes, lancement du réseau départemental des secrétaires généraux de Mairie ;
 - l'activité dédiée chômage exceptionnelle entre mai et août ;
 - le nombre important de CST en fin d'année.

SECRÉTARIAT DES INSTANCES PARTAIRES

Démantélement du CST, de la CAP et des CCP à partir du 5 janvier 2024 avec un accompagnement important des collectivités dans leurs nouvelles démarches en ligne.

CST

5
RÉUNIONS
DONT 4 DÉBATS, 1 SESS VAGUE

773
DOSSIERS
+ 83% par rapport à 2023

Fort augmentation de l'activité du CST en 2024 liée à la mise en œuvre de nombreuses réformes nécessitant une validation préalable de l'instance : prime exceptionnelle de pouvoir d'achec, régime indemnitaire filière polycap, protection sociale complémentaire, réforme des secrétaires généraux de mairie, mise en œuvre du dispositif de signalement par le centre de gestion d'Eure-et-Loir.

CAP

6
RÉUNIONS

4
DOSSIERS
- 20% par rapport à 2023

Activité ordinaire de la CAP avec une baisse régulière des salaries depuis 2021 (1 à 4) principalement liée à la révision de compensations d'évaluations et de refus de certification. L'année 2023 (14 séances) était exceptionnelle en raison des 3 CAP d'instanciation suite aux élections professionnelles et des 3 CAP de mises en place de la dématérialisation des instances en 2024.

CCP

4
RÉUNIONS

5
DOSSIERS
+ 130% par rapport à 2023

Les cas de saisine concernent les licenciements et les demandes de révision de comptes-vendus d'évaluation.

CONSEIL DISCIPLINE

12
SEANCES
CAP

0
SEANCES
ICCP

Saisine non dématérialisée, activité record depuis 2019, les salaries ont abordé à des sanctions supérieures au 1^{er} groupe dans la majorité des cas.

MISSIONS FACULTATIVES

ACCOMPAGNEMENT RETRAITE

36
DOSSIERS
+ 100% par rapport à 2023

L'activité Accompagnement retraite CST est stable, il est à noter une augmentation régulière des demandes d'intervention de liquidation en réalisation en lieu et place (45%) peuvent être liées à un manque de temps ou de technicité.

ALLOCATIONS CHÔMAGE

32
DOSSIERS
+ 100% par rapport à 2023

Le nombre de dossier suivis annuellement par le CG28 reste stable depuis 2018 avec une légère augmentation de nouveaux dossiers en 2024.

REPRISE SERVICES ANTÉRIEURS DES CONTRACTUELS À LA NOMINATION STAGIAIRE

28
DOSSIERS
+ 100% par rapport à 2023

Cette prestation du CG28 est de moins en moins demandée par les collectivités qui, soit la réalisent en interne, soit renvoient des contractuels avec une transformation de CDI en CDL.

MÉDIATION PRÉLABLE OBIGATOIRE (MPO)

- 12 séances, aucune adhésion en 2024
- Par de médiations engagées
- 3 demandes déclarées irrecevables faute d'admission des collectivités au dispositif

RÉFÉRENT DÉONTOLOGIQUE ET LAÏCITÉ

- 16 séances (+ 77% par rapport à 2023) dans lesquelles sont posées des questions sur le sujet d'actualité.
- Campagne de communication à destination des élus et des agents réalisée pour préciser les champs d'intervention du référent

PÔLE MÉDICAL

CONSEIL MÉDICAL & CONTRATS GROUPE

PÔLE MÉDICAL

MÉDECINE PRÉVENTIVE & PSC

SECRÉTARIAT MÉDICAL

Gestion du secrétariat des expertises médicales des 2 médecins agrées conventionnés hébergés dans les locaux du centre de gestion.

Cette activité est en diminution, les médecins agrées réduisant leur activité en vue d'un arrêt complet en 2025.

236 expertises réalisées
+14,5% par rapport à 2023

66 rapports religés
+37% par rapport à 2023

28 demi-journées de présence
+26% par rapport à 2023

10 services
AUTRES FONCTIONNEMENTS / AGENTS EXTERNES

CONTRAT GROUPE ASSURANCE STATUAIRE

Le contrat groupe d'assurance statutaire quadriennal s'est achevé fin 2024.

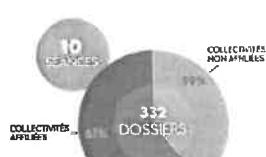
271 collectivités et établissements publics adhérents en 2024, dont 30 collectivités de plus de 50 agents.

4 168 agents CNRACL couverts
1 178 agents IRCAETEC assurés

10 services
COLLECTIVITÉS AVEC 2 CONTRATS

La procédure de renouvellement du contrat groupe d'assurance statutaire, menée en 2024, a attribué le marché à CNP Assurances / Relyens pour la période 2025 - 2026.

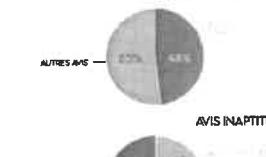
CONSEIL MÉDICAL FORMATION RESTRIE



+7% dossiers présentés
par rapport à 2023
courriers & courriels envoyés
(2007 en 2023)

2500

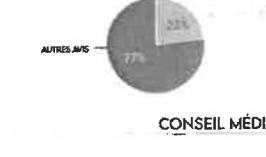
AVIS CONGÉ LONGUE MALADIE



158 avis pour congé de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie
autres collectivités : 52% des avis pour congé de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie, soit 76% des avis rendus

24

AVIS INAPITITUDE



77 avis d'inaptitude, soit 23% de l'ensemble des avis, dont 40 à toutes fonctions, tous grades confondues

CONSEIL MÉDICAL FORMATION PLÉNIÈRE



40 avis concernant des dossiers de travail pour invalidité, soit 50% de l'ensemble des avis

600 courriers et courriels envoyés en 2024

Pas de séance pour les Sapeurs-Pompiers volontaires - SPV en 2024

MÉDECINE PRÉVENTIVE

8 087
agents suivis

+ 67%
PAR RAISON
DU COVID

344
COLLECTIVITÉS
AFFILIÉES
+320% / 2023

5
COLLECTIVITÉS
NON AFFILIÉES
+20% / 2023

15
SERVICES
PRATICIENS
PARISIENS
+24% / 2023

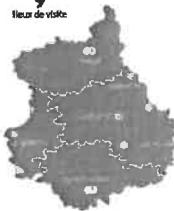


2 814
visites
dont
998
consultations
par rapport
à 2023

+ 39%
PAR RAISON
DU COVID

+ 93%
PAR RAISON
DU COVID

• 7 052 examens complémentaires effectués : glycémie, vélacost, audiogramme.
• 351 aménagements de poste / recommandations préconisées



ACTIONS SUR LE MILIEU DE TRAVAIL

- 5 visites de sites ;
- 2 séances de vaccinations ;
- 20 participations à des réunions (PSSSCT, cellule de veille RH, etc.) ;
- 32 interventions de l'ergonomie.

PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE

Les conventions de participation en santé et en prévoyance scénariales 2023 - 2028 sont mutualisées avec les centres de gestion du Cher, de l'Indre et du Loir-et-Cher.

PRÉVOYANCE EN EURE-ET-LOIR

84 collectivités adhérentes

791 agents assurés

+ 75% par rapport à 2023
20% de l'effectif assurable de 3 858 agents

La participation financière des collectivités à la prévoyance complémentaire de leurs agents, obligatoire, à compter du 1^{er} janvier 2025, explique la forte activité et la hausse des adhésions en 2024.

SANTÉ

120 collectivités adhérentes

1 750 agents assurés

+ 15% par rapport à 2023
44% de l'effectif assurable de 3 944 agents

PÔLE SANTÉ AU TRAVAIL

PÔLE SANTÉ AU TRAVAIL

TEMPS FORTS 2024

- Création de la mission Expertise en ergonomie avec l'arrivée de Mathilde Caviglia, ergonome
- Déploiement de la prestation Dispositif de signalisation des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissement sexiste
- Intériorisation de l'activité maintien dans l'emploi / recasement avec une augmentation de 12% des rendez-vous
- Activité réduite du Conseil en psychologie du travail en raison de l'absence de psychologue pendant 4 mois, arrivée de Théo Torres, psychologue du travail

ÉVÉNEMENTS

Tout au long de l'année, le pôle santé au travail propose des formations et des ateliers sous différents formats, en distanciel ou en présentiel, animés en interne ou par des partenaires.



- Ateliers managers/RH : La communication assertive, le feedback, accompagner les agents rencontrant une problématique de santé ou de handicap

- Formations : Les fondamentaux de la prévention et du management, première secours en santé mentale, renforcer ses compétences managériales

- Formations assistées de prévention : Formation préfabriqué et hôte

- Sensibilisation : Prévention des risques chimiques, expertise en ergonomie, plan de prévention pour les entreprises extérieures, dispositif de signalisation des actes de violences, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes

HANDICAP & MAINTIEN DANS L'EMPLOI



- 10 agents accompagnés par rapport à 2023, cette évolution résulte du transfert des études de poste vers la mission Expertise en ergonomie
- +11,6% de rendez-vous en 2024 bien que les études de poste de travail ont été transférées vers la mission Expertise en ergonomie
- +25% d'agents accompagnés dans le cadre d'une période de préparation au recasement (PPR)

EXPERTISE EN ERGONOMIE & MAINTIEN DANS L'EMPLOI



- 27 demandes concernant des collectivités affiliées conventionnellement. Les demandes de poste de travail non affiliées à la fonction publique d'état sont renvoyées vers Cap emploi 28.



- 74% des demandes des collectivités affiliées sont émises par des employeurs publics de plus de 50 agents

PRÉVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS



- Le recrutement d'un 3^e agent chargé de prévention / ACF en fin d'année 2023 a redynamisé les visites d'inspection en 2024
- 3 prestations (+ 1 en cours) réalisées pour le document unique d'évaluation des risques professionnels (DU) soit 19,5 jours d'intervention contre 35 jours en 2023, les collectivités bénéficiaires présentent des effectifs moins importants
- Formation apnéeïsée en santé, sécurité et conditions de travail : 5 séances, 44 dossiers traités (-30% de salaires par rapport à 2023)

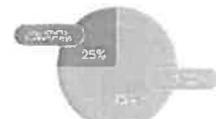
CONSEIL EN PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL



L'année 2024 a été marquée par le départ de la psychologue du travail au mois d'août. Son remplacement ayant été effectif au 1^{er} décembre, l'activité a connu une forte diminution.

Les accompagnements individuels et les situations à risques (confit, débriefing traumatique, groupe de parole, accompagnement managérial, etc.) représentent la quasi-totalité des prestations sollicitées.

DISPOSITIF DE SIGNALLEMENT DES ACTES DE VIOLENCE, DE DISCRIMINATION, DE HARCÈLEMENT ET D'AGISSEMENT SEXISTE

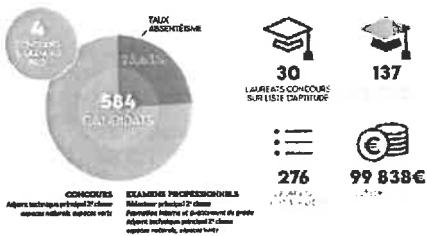


19 employeurs publics adhérents au dispositif soit 1 667 agents couverts au 31/12/2024

La cellule de recueil n'a reçu aucun signalement formulé en 2024.

PÔLE ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI TERRITORIAL

CONCOURS & EXAMENS PROFESSIONNELS



TEMPS FORTS 2024

- Année exceptionnelle pour l'interim territorial avec 1208 jours de vacation
- 530 personnes rencontrées lors des forums, cafés Boostemploi et visites en tyée professionnel
- Organisation d'un café Boostemploi spécial fonction publique territoriale, en partenariat avec le Conseil départemental, à Luant
- Activité en augmentation pour la prestation Conseil en recrutement avec une hausse de facturation de 64%

CONSEIL EN RECRUTEMENT



Si les différentes étapes de la prestation Conseil en recrutement, de la définition du poste à l'accompagnement dans le choix final du candidat, peuvent être choisies à la carte, les collectivités éduardines privilient un accompagnement complet dans leurs procédures de recrutement.

INTÉRIM TERRITORIAL



RAPPORT SOCIAL UNIQUE



RENCONTRES EMPLOI

Participation à 7 forums emploi, 4 cafés Boostemploi et 2 interventions en tyée professionnelle.
335 profils ont alimenté la CVthèque.

FILIÈRE SECRÉTAIRE DE MAIRIE



JOURNÉE PORTES OUVERTES
JEUDI 13 AVRIL 2024

Envoyé en préfecture le 01/07/2025

Reçu en préfecture le 01/07/2025

Publié le

ID : 028-282800374-20250627-2025_D_29-DE



TIERS DE CONFIANCE DANS LA GESTION
DES RESSOURCES HUMAINES, LE CDG28
ACCOMPAGNE LES COLLECTIVITÉS ET
LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS EURÉLIENS
DANS LA RÉUSSITE DE LEURS PROJETS.



Centre de gestion de la fonction publique territoriale
EURE-ET-LOIR

Centre de gestion de la fonction publique territoriale d'Eure-et-Loir

9 rue Jean Perrin - 28600 Lusigny

Courriel : contact@cdg28.fr • tél. : 02 37 91 43 40 • Internet : cdg28.fr